
[Kenya : les Ogiek des forêts luttent pour leurs droits](#)

Tandis que les Kenyans fêtent leurs quarante années d'indépendance, les Ogiek se rappellent leurs quarante années de destitution et de marginalisation institutionnelle, pendant lesquelles ils ont été systématiquement soumis à l'oppression et à la brutalité par l'application d'une politique d'assimilation qui les porte à l'extinction.

Les plus de 290 000 hectares de forêt du massif des monts Mau constituent le plus vaste block continu de forêt montagnarde indigène qui reste en Afrique de l'Est. Les Ogiek ont habité cette forêt depuis des temps immémoriaux, et se trouvent parmi les dernières communautés forestières du Kenya. Ils sont au nombre de 15 000, vivent en groupes et en clans, parlent la langue ogiek, pratiquent la chasse sélective et s'adonnent à l'agriculture traditionnelle suivant le système de tenure habituel des communautés forestières, qui s'applique aux arbres, aux animaux et à la terre. Les Ogiek détiennent leurs droits fonciers de manière collective, tandis que certains membres ou familles de la communauté jouissent de droits subsidiaires d'occupation et d'utilisation. Ces terres traditionnelles ne sont pas délimitées, ni reconnues de manière spécifique par les lois kenyanes.

Les longues années de résistance et de lutte des Ogiek ont renforcé leur unité, leur identité et leur différence culturelle. En revanche, la subdivision de grandes étendues de terre – 70 à 80% des secteurs prévus pour l'exploitation se trouvent dans la forêt Mau – entreprise par le régime de Moi, et l'établissement de squatters, ont aggravé encore davantage les dangers pour leur existence en tant que peuple distinct. En menaçant les lieux sacrés et l'habitat où la communauté pratique la chasse, la cueillette et l'agriculture, les concessions forestières et le programme d'établissement de colons (momentanément arrêté) non seulement mettent en danger des éléments fondamentaux de l'existence, la continuité et la culture de la communauté Ogiek, mais visent à leur ôter toute espérance de transmettre leur identité et leurs terres à leurs enfants.

Les Ogiek ont aidé les Kenyans en révélant les injustices que le régime précédent avait commises à leur égard et à l'encontre de l'environnement. Maintenant que le nouveau gouvernement de la coalition nationale NARC (National Rainbow Coalition) va formuler une nouvelle politique forestière, la copropriété et la gestion de leurs ressources naturelles doivent y figurer indispensablement. Ils appellent donc le gouvernement à prendre des mesures qui permettent aux minorités forestières autochtones de garder leur habitat naturel et qui empêchent les nouvelles normes de se retourner contre eux. Ces mesures sont les suivantes :

- 1- L'accès aux ressources, au développement et au partage des bénéfices de leurs territoires, comme c'est le cas pour les agriculteurs, les pêcheurs et les bergers.
- 2- La reconnaissance officielle de leurs terres et la protection contre des activités qui sont inacceptables ou inappropriées du point de vue environnemental.
- 3- La mise en place de critères et d'indicateurs de développement durable des forêts qui permettent le bien-être spirituel, culturel et social des Ogiek et de leurs frères les Sengwer, les Yiaku, les Morti, les IIK, les Chepkitale etc., qui sont tous tributaires des forêts.
- 4- L'appui des stratégies de développement durable mises en oeuvre par les habitants des forêts à l'échelon national et local.

- L'acceptation de leurs propres définitions de la conservation et des aires protégées, qui sont fondées sur leurs lois coutumières, leurs connaissances ancestrales et leurs rapports profonds avec leurs terres, territoires et ressources.

- Le plan d'établissement de colons approuvé par la présidence, qui a envahi leurs vies privées et piétiné leurs droits, va à l'encontre des revendications des Ogiek. Les Ogiek appellent donc la Commission présidentielle qui étudie l'octroi irrégulier et illégal de terres publiques à recommander la révocation et l'annulation de la subdivision des terres en question.

Article fondé sur des informations tirées de : « Mau Forest Complex on the spotlight. Kenyan's must be told the truth », Ogiek Welfare Council, <http://www.ogiek.org/indepth/news-spotlight.htm> , envoyé par ECOTERRA International, Nairobi Node, adresse électronique : mailhub@ecoterra.net